

Section I : Instructions aux soumissionnaires

1. PORTÉE DE LA PROPOSITION

Les soumissionnaires sont invités à présenter une proposition pour les biens et/ou services décrits dans la Section II : Liste des besoins, conformément à cette demande de propositions. La section **Détails de la sollicitation** contient un résumé de la portée de cette proposition.

Toute correspondance et notification relatives à cette demande de propositions devront être envoyées au travers du système eSourcing de l'UNOPS.

2. INTERPRÉTATION DE LA DEMANDE DE PROPOSITIONS

Cette demande de propositions constitue une invitation et ne devra pas être considérée comme une offre pouvant être acceptée ou comme un document accordant des droits contractuels, légaux ou de restitution.

Tant que le contrat ne sera pas signé entre l'UNOPS et le soumissionnaire retenu, aucun accord contractuel, y compris tout contrat préliminaire ou autre entente ou accord, ne sera en vigueur entre le soumissionnaire et l'UNOPS, et cette demande de propositions n'imposera aucune responsabilité à l'UNOPS.

3. AVENANTS A LA DEMANDE DE PROPOSITIONS

Avant la date limite de soumission des propositions, l'UNOPS peut, à sa discrétion, modifier les documents d'appel à la concurrence au moyen d'un addenda par écrit. Tout addenda écrit aux documents d'appel à la concurrence fera partie de la demande de propositions.

Tout avenant à la demande de propositions de la part de l'UNOPS sera effectué au travers du système eSourcing de l'UNOPS.

Afin de donner aux soumissionnaires suffisamment de temps pour tenir compte des modifications, l'UNOPS pourra reporter la date limite de soumission des propositions, selon les circonstances.

4. ADMISSIBILITÉ DU SOUMISSIONNAIRE

Un soumissionnaire peut être une personne juridique privée, publique ou gouvernementale, ou toute association ayant la capacité légale de signer une entente contractuelle avec l'UNOPS.

Un soumissionnaire, ainsi que toutes ses parties constituantes, peut avoir n'importe quelle nationalité, à l'exception des nationalités énumérées dans la section **Détails de la sollicitation**, le cas échéant. Afin d'être considéré comme ayant la nationalité d'un pays, un soumissionnaire doit être un citoyen de ce pays ou une entité constituée, incorporée ou enregistrée en vertu du droit de ce pays ou exerçant ses activités conformément à sa législation nationale.

Un soumissionnaire ne doit pas avoir de conflit d'intérêts. Un soumissionnaire est considéré comme ayant un conflit d'intérêts si:

- Un soumissionnaire a une relation commerciale ou familiale étroite avec un personnel de l'UNOPS qui: (i) participe directement ou indirectement à la préparation des documents de sollicitation ou aux spécifications du contrat et / ou au processus d'évaluation des soumissions; ou (ii) serait impliqué dans la mise en œuvre ou la supervision de ce contrat;
- Un soumissionnaire est associé ou a été associé dans le passé, directement ou indirectement, avec une entreprise ou l'une de ses sociétés affiliées qui ont été engagées par l'UNOPS pour fournir des services de consultation pour la préparation de la conception, des spécifications et d'autres documents utilisés pour l'achat des biens, des services ou des travaux requis dans le processus actuel de sollicitation;
- Un soumissionnaire s'intéresse aux autres soumissionnaires, y compris lorsqu'ils possèdent une propriété et / ou une gestion communes. Les soumissionnaires ne doivent soumettre plus d'une offre, à l'exception des offres alternatives, si cela est autorisé. Cela entraînera la disqualification de toutes les offres dans lesquelles le soumissionnaire est impliqué. Cela comprend les situations où une entreprise est le soumissionnaire dans une offre et un sous-

traitant sur une autre; cependant, cela ne limite pas l'inclusion d'une entreprise en tant que sous-traitant dans plus d'une offre.

Les soumissionnaires doivent divulguer tout conflit d'intérêts réel ou potentiel dans le Formulaire d'information sur le soumissionnaire et ils seront considérés comme non admissibles à cette procédure de passation de marchés, à moins que ces conflits d'intérêts ne soient résolus d'une manière acceptable pour l'UNOPS. Le défaut de divulguer des conflits d'intérêts réels ou potentiels peut amener le soumissionnaire à être sanctionné à la suite de la politique de l'UNOPS sur les sanctions des fournisseurs

Un soumissionnaire sera jugé inadmissible à présenter une proposition si, au moment de la soumission, il :

- i. Figure dans la Liste des fournisseurs inadmissibles publiée par l'[UNGM](#), qui regroupe l'information partagée par l'UNOPS ([Liste d'inadmissibilité de l'UNOPS](#)) et par d'autres agences, fonds ou programmes du système des Nations Unies ;
- ii. Figure dans la [Liste récapitulative relative aux sanctions imposées par le Conseil de sécurité des Nations Unies](#), y compris la [liste incluse dans la résolution 1267/1989 du Conseil de Sécurité](#) ;
- iii. Figure dans [Liste des fournisseurs irresponsables](#) ou la [Liste des entreprises et individus inadmissibles](#) élaborées par la Banque Mondiale.
- iv. Est inclus dans toute autre liste d'éligibilité d'un partenaire de l'UNOPS et si elle figure dans la section **Détails de la sollicitation**.
- v. Est actuellement suspendu de faire des affaires avec UNOPS et retiré de sa base de données de fournisseurs, pour des raisons autres que les pratiques proscrites tel que définie dans le Manuel d'achats de l'UNOPS.

Il est attendu de tous les fournisseurs qu'ils respectent les principes du [Code de conduite des fournisseurs des Nations Unies](#) puisqu'ils découlent des valeurs intrinsèques de la Charte des Nations Unies. L'UNOPS attend également de tous ses fournisseurs qu'ils adhèrent aux principes du [Pacte mondial des Nations unies](#) et qu'ils respectent les normes les plus élevées en matière d'éthique dans l'ensemble du processus de sollicitation, ainsi que pendant la durée de tout contrat découlant de ce processus, comme l'explique plus en détail l'article 41.

Si un soumissionnaire ne possède pas l'expertise requise pour fournir les biens/services requis en vertu du contrat, il peut néanmoins présenter une proposition en partenariat avec d'autres entités, particulièrement avec une entité basée dans le pays où les biens/services seront fournis. Dans le cas d'une coentreprise, d'un consortium ou d'un partenariat :

- (i) toutes les parties de la coentreprise, du consortium ou du partenariat seront conjointement et individuellement responsables envers l'UNOPS de toute obligation émanant de leur proposition et du contrat qui pourrait leur être adjugé du fait de cette demande de propositions ;
- (ii) la proposition devra clairement identifier l'entité désignée comme contact principal afin de communiquer avec l'UNOPS. Le soumissionnaire devra joindre à sa proposition le Formulaire d'information sur le partenaire dans une coentreprise, dûment complétée. Ladite entité devra avoir l'autorité nécessaire pour prendre des décisions contraignantes au nom de la coentreprise, du partenariat ou consortium au cours du processus de sollicitation et, en cas d'adjudication d'un contrat, pendant la durée du contrat ; et
- (iii) la composition ou les statuts de la coentreprise, du consortium ou du partenariat ne pourront pas être modifiés sans le consentement préalable de l'UNOPS.

5. ERREURS OU OMISSIONS

Les soumissionnaires devront immédiatement informer à l'UNOPS par écrit des ambiguïtés, erreurs, omissions, contradictions, incohérences ou autres fautes figurant dans la demande de propositions, en fournissant toutes les précisions s'y rapportant.

Les soumissionnaires ne devront pas bénéficier de ces ambiguïtés, erreurs, omissions, contradictions, incohérences ou autres fautes.

6. RESPONSABILITÉ DES SOUMISSIONNAIRES DE S'INFORMER ET RECONNAISSANCE

Il appartiendra aux soumissionnaires de s'informer dans le cadre de la préparation de leurs propositions. A cet égard, les soumissionnaires devront veiller :

- i. à examiner l'ensemble des aspects de la demande de propositions, y compris le contrat et tous les autres documents inclus ou mentionnés dans la présente demande de propositions, et à s'en informer pleinement ;
- ii. à revoir la demande de propositions pour s'assurer qu'ils disposent d'une copie complète de tous les documents ;
- iii. à obtenir et examiner toutes autres informations pertinentes au projet et à la portée des besoins, qui puissent être obtenues au travers de requêtes raisonnables ;
- iv. à vérifier toutes les assertions, déclarations et informations pertinentes, y compris celles contenues ou mentionnées dans la demande de propositions ou formulées oralement dans le cadre d'une réunion de clarification, inspection du site ou de toute discussion avec un employé ou agent de l'UNOPS ;
- v. à participer à toute réunion de clarification ou inspection du site obligatoire en vertu de la présente demande de propositions ;
- vi. à s'informer et s'assurer pleinement des exigences de toute autorité compétente et des lois applicables ou susceptibles de s'appliquer à l'avenir à la fourniture des biens/services ; et
- vii. à évaluer par eux-mêmes la nature et l'ampleur du travail nécessaire à la fourniture des biens/services requis, tels que décrits dans la Section II : Liste des besoins, et à en tenir dûment compte dans leurs propositions.

Les soumissionnaires reconnaissent que l'UNOPS, ses directeurs, employés et agents ne formulent aucune déclaration et n'accordent aucune garantie (expresse ou implicite) concernant l'exactitude, l'actualité ou l'exhaustivité de la présente demande de propositions ou de toute autre information fournie aux soumissionnaires.

7. CLARIFICATIONS SUR LA DEMANDE DE PROPOSITIONS

Les soumissionnaires pourront demander des clarifications concernant la demande de propositions en présentant une demande par écrit au travers de la fonctionnalité **Demande de clarifications** disponible sur le système eSourcing, avant la date figurant dans la section **Détails de la sollicitation**, après quoi aucune demande de clarification ne sera acceptée. Toute clarification ou interprétation fournie par un autre moyen ne sera pas considérée comme contraignante ni officielle.

L'UNOPS rassemblera l'ensemble des demandes de clarification et pourra y répondre par écrit simultanément. Les réponses aux demandes de clarifications seront publiées sur le système eSourcing de l'UNOPS.

8. RÉUNIONS PRÉLIMINAIRES OU DE CLARIFICATION

Sauf instructions contraires écrites de l'UNOPS, une réunion préliminaire ou de clarification sera organisée uniquement si elle est prévue dans la section **Détails de la sollicitation**, à la date, au lieu et selon les modalités figurant dans cette section.

Si une réunion de clarification est obligatoire en vertu de la section **Détails de la sollicitation**, tout soumissionnaire qui n'y participera pas ne pourra plus soumettre une proposition au titre de la présente demande de propositions.

Les soumissionnaires devront communiquer par écrit les noms de leurs représentants qui participeront à la réunion de clarification en envoyant un e-mail à l'adresse de l'UNOPS indiquée dans la section **Détails de la sollicitation**, y compris le nom complet et la fonction de chaque représentant, au moins 1 jour ouvrable avant la tenue de la réunion de clarification.

L'UNOPS ne fournira aucune réponse officielle aux questions des soumissionnaires concernant la demande de propositions ou le processus de sollicitation au cours de la réunion de clarification. Toutes les questions devront être soumises conformément à l'article 7.

La réunion de clarification sera organisée dans le seul et unique but de fournir des informations générales sur le contexte. Sans limiter les dispositions de l'article 6, les soumissionnaires ne devront se fier à aucune information, assertion ou déclaration communiquée lors de la réunion de clarification, à moins qu'elles ne soient ensuite confirmées par écrit par l'UNOPS.

L'UNOPS préparera le procès-verbal de la réunion de clarification et le publiera sur le système eSourcing de l'UNOPS, sans indication des noms des soumissionnaires ayant participé à la réunion de clarification, et ce, peu après ladite réunion.

9. INSPECTION DU SITE

Sauf instructions contraires écrites de l'UNOPS, une inspection du site sera organisée uniquement si elle est prévue dans la section **Détails de la sollicitation**, à la date, au lieu et selon les modalités figurant dans cette section.

Si une inspection du site est obligatoire en vertu de la section **Détails de la sollicitation**, tout soumissionnaire qui n'y participera pas ne pourra plus soumettre une proposition au titre de la présente demande de propositions.

Il appartiendra aux soumissionnaires participant à une inspection du site d'entreprendre les démarches nécessaires pour obtenir le visa pouvant être requis afin de pouvoir participer à l'inspection du site.

Avant de participer à une inspection du site, les soumissionnaires devront signer un acte de garantie et de renonciation libérant l'UNOPS de toute responsabilité susceptible de découler :

- (i) de la perte ou de l'endommagement de tout bien immobilier ou mobilier ;
- (ii) du dommage corporel, de la maladie ou du décès de toute personne ;
- (iii) des possibles pertes ou frais financiers résultant de ladite inspection du site ; et
- (iv) de tout accident ou acte malveillant commis par un tiers lors du transport organisé par l'UNOPS jusqu'au site (le cas échéant).

L'UNOPS ne fournira aucune réponse officielle aux questions des soumissionnaires concernant la demande de propositions ou le processus de sollicitation au cours de l'inspection du site. Toutes les questions devront être soumises conformément à l'article 7.

L'inspection du site sera organisée dans le seul et unique but de fournir des informations générales sur le contexte. Sans limiter les dispositions de l'article 6, les soumissionnaires ne devront se fier à aucune information, assertion ou déclaration communiquée lors de l'inspection du site, à moins qu'elles ne soient ensuite confirmées par écrit par l'UNOPS.

10. CONTENU DES SOUMISSIONS

Les propositions devront inclure les documents suivants :

- (a) Formulaire de soumission de la proposition, et les annexes pertinentes figurant dans la Section III ;
- (b) Garantie de soumission de proposition si requise en vertu de la section **Détails de la sollicitation**, conformément à l'article 19 des Instructions aux soumissionnaires, le cas échéant ;
- (c) preuve documentaire requise afin de déterminer que la proposition du soumissionnaire est conforme aux critères formels, techniques, de préqualification et d'admissibilité applicables.

11. DÉCLARATION D'EXCLUSIVITE ET DE DISPONIBILITÉ

Si ainsi l'exige la section **Détails de la sollicitation**, chaque expert clé sollicité dans la Section II : Liste des besoins devra signer une déclaration d'exclusivité et disponibilité. La déclaration d'exclusivité et disponibilité poursuit les objectifs suivants :

- (a) Les experts clés envisagés dans la proposition ne pourront pas faire partie d'une autre proposition soumise dans le cadre du présent processus de sollicitation. Ils devront donc s'engager exclusivement auprès du soumissionnaire.
- (b) Chaque expert clé devra également s'engager à être disponible, apte et disposé à travailler pendant toute la période pour laquelle sa collaboration est prévue durant l'exécution du contrat, selon ce qui est indiqué dans la Liste des besoins et la proposition du soumissionnaire.

Au vu du fait que l'UNOPS sélectionne les soumissionnaires partiellement sur la base d'une évaluation des experts clés présentés dans leur proposition, l'UNOPS s'attend à ce que le contrat soit exécuté précisément par ces experts. Vu que les documents d'appel à la concurrence indiquent la date de mobilisation prévue, une fois passée la date limite de soumission des propositions, l'UNOPS envisagera la possibilité de substitutions uniquement en cas de retards imprévus dans la date de

commencement survenus du fait de circonstances échappant au contrôle du soumissionnaire, ou, exceptionnellement, si un expert clé se trouve dans l'incapacité d'effectuer son travail pour des raisons de santé, de force majeure, ou en raison de toute autre circonstance qui puisse justifier un remplacement et qui n'affecte pas le processus de sélection des propositions. Le souhait d'un soumissionnaire d'employer un expert dans un autre projet ou un changement d'avis de la part d'un expert vis-à-vis du contrat ne seront pas acceptés comme des motifs valides pour remplacer un expert clé.

12. RÉMUNÉRATION ET COÛTS LIÉS AUX PROPOSITIONS

Les soumissionnaires n'auront droit à aucune forme de rémunération ou indemnité pour la préparation et présentation de leurs propositions.

Les soumissionnaires reconnaissent qu'ils assument tous les risques et coûts liés à leur participation à tout stade du processus de sollicitation dans le cadre de cette demande de propositions. L'UNOPS ne pourra être tenu responsable des coûts ou frais supportés par les soumissionnaires au titre de la préparation et soumission de leurs propositions, ou de leur participation au processus de sollicitation, y compris dans le cadre de toute réunion de clarification ou inspection du site.

L'UNOPS ne pourra pas engager sa responsabilité envers les soumissionnaires sur quelque fondement légal, contractuel, quasi-contractuel ou droit à réparation que ce soit, au titre des coûts, frais ou pertes subis dans le cadre de cette demande de propositions ou de leur participation au processus de sollicitation, y compris dans les situations suivantes :

- (i) les clarifications et addenda sont fournis ou non aux soumissionnaires ;
- (ii) un soumissionnaire n'est pas retenu ou engagé pour mener l'exécution des services ;
- (iii) l'UNOPS modifie, cesse, suspend ou reporte tout aspect du processus de sollicitation ou réalise un nouveau processus à la place ;
- (iv) l'UNOPS choisit de ne pas donner suite à la totalité ou à une partie de cette demande de propositions; ou
- (v) l'UNOPS exerce tout autre droit en vertu de cette demande de propositions.

13. PÉRIODE DE VALIDITÉ DE LA PROPOSITION

Les propositions devront demeurer valides aux fins d'acceptation par l'UNOPS pendant toute la durée indiquée dans la section **Détails de la sollicitation**. Toute proposition assortie d'une durée de validité inférieure sera rejetée.

Avant l'expiration de la période de validité des propositions, l'UNOPS pourra demander par écrit aux soumissionnaires de proroger la validité de leurs propositions, assorties des mêmes conditions. Les propositions présentées par les soumissionnaires ayant refusé de proroger la validité seront disqualifiées comme n'étant plus valides.

14. PROPOSITIONS PARTIELLES

Les soumissionnaires devront soumettre un devis pour la totalité des biens et/ou services requis dans la Section II : Liste des besoins, sauf indication contraire dans la section **Détails de la sollicitation**. L'UNOPS rejettera toute proposition portant uniquement sur une partie des besoins, sauf si les propositions partielles sont permises en vertu de la section **Détails de la sollicitation**.

Si la section **Détails de la sollicitation** indique que l'UNOPS acceptera les propositions portant sur des contrats individuels (lots) et à moins qu'il n'en soit disposé autrement dans la section **Détails de la sollicitation**, les soumissionnaires devront alors offrir un devis pour 100% des produits spécifiés dans chaque lot, et 100% des quantités requises pour chaque produit compris dans un lot. Le cas échéant, la section **Critères d'évaluation** détaillera la méthode d'évaluation pour déterminer l'adjudication de plusieurs lots.

15. PROPOSITIONS ALTERNATIVES

Les soumissionnaires ne seront pas autorisés à déposer plus d'une proposition dans le cadre de cette demande de propositions, sauf dans le cas de propositions alternatives, si elles sont prévues en vertu de la section **Détails de la sollicitation**. L'UNOPS se réserve le droit d'adjuger un contrat sur la base d'une proposition alternative, tant que les conditions pour son acceptation sont remplies.

16. PRIX ET REMISES DE LA PROPOSITION

L'estimation des prix et remises proposées par le soumissionnaire dans le Formulaire de soumission de la proposition devra être conforme aux besoins spécifiés ci-dessous.

Le Formulaire de proposition financière devra énumérer chaque produit et lot (le cas échéant) séparément et indiquer leurs prix individuels respectifs.

Dans le Formulaire de proposition financière, le soumissionnaire devra indiquer toute remise inconditionnelle qu'il compte proposer ainsi que leur méthode d'application.

Le cas échéant, les règles établies dans l'édition 2010 des Incoterms, publiée par la Chambre de commerce internationale (CCI), régira les termes FCA, CPT et autres termes similaires. Les règles Incoterms applicables et le lieu de destination seront stipulés dans la Section II : Liste des besoins.

Les prix proposés par le soumissionnaire devront être fixes durant l'exécution du contrat et ne pourront être modifiés, sauf si cela est prévu dans la section **Détails de la sollicitation**. Les propositions assorties de prix ajustables seront considérées comme non conformes et seront rejetées, conformément à l'article 27 des Instructions aux soumissionnaires. Néanmoins, si la section **Détails de la sollicitation** prévoit que les prix proposés par les soumissionnaires pourront être ajustés durant l'exécution du contrat, l'UNOPS ne rejettera pas les propositions présentant des prix fixes, mais considèrera qu'elles sont assorties d'un ajustement des prix de zéro.

Si la section **Détails de la sollicitation** indique que l'UNOPS acceptera les propositions portant sur des contrats individuels (lots) et à moins qu'il n'en soit disposé autrement dans la section **Détails de la sollicitation**, les soumissionnaires devront alors offrir un devis pour 100% des produits spécifiés dans chaque lot, et 100% des quantités requises pour chaque produit compris dans un lot. Les soumissionnaires souhaitant inclure une réduction des prix (remise) pour l'adjudication de plusieurs lots devront préciser la remise qu'ils comptent appliquer.

17. DEVISE(S) DES PROPOSITIONS

Les prix figurant dans la proposition devront être libellés dans la ou les devises indiquées dans la section **Détails de la sollicitation**. S'il y a lieu, aux fins de comparaison et d'évaluation, l'UNOPS convertira les prix des propositions en dollars des Etats-Unis (USD) au taux de change officiel des Nations Unies en vigueur à la date limite de soumission des propositions.

L'UNOPS se réserve le droit de ne pas rejeter les propositions exprimées en une devise autre que la devise obligatoire indiquée. L'UNOPS pourra accepter les propositions exprimées en une devise autre que la devise obligatoire indiquée dans la demande de propositions, si le soumissionnaire confirme par écrit, pendant la clarification des propositions, qu'il acceptera que le contrat émis utilise la devise obligatoire et que, pour la conversion, il faudra appliquer le taux de change officiel des Nations Unies en vigueur à la date limite de soumission des propositions indiquée dans la section **Détails de la sollicitation**. Quelle que soit la devise utilisée dans les propositions reçues, le contrat sera toujours émis et les paiements seront effectués en la devise obligatoire indiquée ci-dessus.

18. FRAIS DE DOUANE ET TAXES

L'article II, section 7 de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies prévoit, entre autres, que les Nations Unies, y compris l'UNOPS comme organe subsidiaire, sont exonérées de tout impôt direct, à l'exception des frais de services d'utilité publique, et sont également exonérées de tous droits de douane et prohibitions et restrictions d'importation ou d'exportation à l'égard d'objets importés ou exportés pour son usage officiel. Toutes les propositions devront être soumises nettes de tout impôt direct et de tout autre impôt et frais de douanes, sauf indication contraire dans la section **Détails de la sollicitation**.

19. GARANTIE DE SOUMISSION DE PROPOSITION

Dans le cadre de sa proposition, le soumissionnaire devra fournir une garantie de soumission de proposition, si cela est requis en vertu de la section **Détails de la sollicitation**.

Le montant et la forme de la garantie de soumission de proposition devra correspondre à celui figurant dans la section **Détails de la sollicitation** et devra :

- (a) être libellé en la devise stipulée dans l'article 17 des Instructions aux soumissionnaires ;
- (b) être valide pendant un délai de trente (30) jours après la fin de la période de validité de la proposition stipulée par l'UNOPS conformément à l'article 13, Période de validité de la proposition.

L'UNOPS se réserve le droit de rejeter les propositions n'incluant pas ce type de garantie.

L'UNOPS remboursera/retournera les garanties de soumission de proposition aux soumissionnaires non retenus dès que possible, au plus tard dans les trente (30) jours après la fin de la période de validité stipulée par l'UNOPS conformément à l'article 13, Période de validité de la proposition.

L'UNOPS remboursera/retournera les garanties de soumission de proposition au(x) soumissionnaire(s) retenu(s) une fois signé le contrat, conformément à l'article 34, Signature du contrat.

La garantie de soumission de proposition pourra être confisquée :

- a. Si un soumissionnaire retire sa proposition durant la période de validité stipulée par le soumissionnaire dans son Formulaire de soumission de la proposition ; ou
- b. Si un soumissionnaire retenu ne signe pas le contrat conformément à l'article 34, Signature du contrat.

20. FORMAT ET SIGNATURE DES PROPOSITIONS

Les documents inclus dans la proposition devront être dactylographiés et signés à l'encre indélébile par le soumissionnaire ou une/des personne(s) dûment autorisée(s) à lier le soumissionnaire au contrat.

Une proposition ne devra contenir aucun ajout interlinéaire, aucune rature ni réécriture. Si cela est nécessaire pour corriger des erreurs commises par un soumissionnaire, il sera possible d'apporter des corrections manuelles à la proposition avant qu'elle soit déposée et/ou avant la date limite de soumission des propositions. En tout état de cause, lesdites corrections devront être paraphées par la ou les personne(s) ayant signé la proposition.

21. LANGUE DES PROPOSITIONS

L'ensemble des propositions, renseignements, documents et correspondances échangés entre l'UNOPS et les soumissionnaires dans le cadre du présent processus de sollicitation devra être rédigé dans la langue indiquée dans la section **Détails de la sollicitation**.

Les documents justificatifs pourront être soumis dans leur langue d'origine. S'il s'agit là d'une langue différente de celle qui est indiquée dans la section **Détails de la sollicitation**, les documents justificatifs devront être accompagnés d'une traduction des extraits pertinents. En tout état de cause, aux fins d'interprétation de la proposition, la traduction prévaudra. Le soumissionnaire sera tenu seul responsable de la traduction et de l'exactitude de celle-ci.

22. DATE LIMITE DE SOUMISSION DES PROPOSITIONS

Toutes les propositions devront être reçues par l'UNOPS avant l'heure et à la date indiquées dans la section **Détails de la sollicitation**. Les soumissionnaires seront seuls responsables de s'assurer que leur proposition est soumise au travers du système eSourcing de l'UNOPS avant cette date limite.

L'UNOPS pourra, à sa discrétion, reporter la date limite de soumission des propositions, au travers d'une modification des documents d'appel à la concurrence, conformément à l'article 3, Avenants à la demande de propositions. Dans ces cas-là, tous les droits et les obligations auxquels l'UNOPS et les soumissionnaires étaient soumis avant cette échéance se maintiendront jusqu'à la nouvelle date limite prolongée.

23. SOUMISSION DES PROPOSITIONS

Toutes les propositions devront être soumises au travers du système eSourcing de l'UNOPS. Toute proposition soumise de façon non conforme à la présente disposition sera rejetée.

24. RETRAIT, SUBSTITUTION ET MODIFICATION DES PROPOSITIONS

Avant la date limite de soumission des propositions, un soumissionnaire pourra retirer, substituer ou modifier sa proposition après l'avoir soumise. Cependant, après la date limite de soumission des propositions, les propositions demeureront valides aux fins d'acceptation par l'UNOPS pendant toute la période de validité indiquée, sachant que celle-ci pourra être prorogée.

25. OUVERTURE DES PROPOSITIONS

Les propositions techniques seront ouvertes par un panel d'ouverture composé d'au moins deux employés de l'UNOPS. Les soumissionnaires ne pourront pas assister à l'ouverture des propositions techniques, sauf si cela est prévu dans la section **Détails de la sollicitation**.

L'UNOPS ouvrira uniquement les propositions financières correspondant aux propositions techniques ayant atteint le seuil minimum fixé pour être jugées techniquement conformes, d'après l'Article 30, Evaluation des propositions.

26. CLARIFICATIONS SUR LES PROPOSITIONS

L'UNOPS pourra demander des clarifications ou informations supplémentaires par écrit aux soumissionnaires à tout moment au cours du processus d'évaluation. Les réponses des soumissionnaires ne devront contenir aucune modification quant au contenu ou au prix de leur proposition, sauf si cela est nécessaire pour corriger les erreurs arithmétiques constatées par l'UNOPS au cours de l'évaluation des propositions, conformément à l'article 28 des Instructions aux soumissionnaires.

L'UNOPS pourra utiliser ces informations pour interpréter et évaluer la proposition concernée mais n'aura aucune obligation d'en tenir compte.

27. CONFORMITÉ DES PROPOSITIONS

Afin de déterminer si une proposition est conforme aux critères spécifiés, l'UNOPS examinera le contenu même de la proposition.

Une proposition sera jugée conforme pour l'essentiel si elle satisfait ou dépasse les exigences stipulées dans la Liste des besoins, obtient le nombre minimum de points pour la proposition technique exigés dans les sections **Détails de la sollicitation** et **Critères d'évaluation**, et ne contient pas d'écarts, réserves ou omissions importants. Un écart, une réserve ou une omission seront considérés comme importants si ceux-ci :

- (a) Affecteraient de quelque façon substantielle la portée, la qualité ou la performance des biens et/ou services connexes spécifiés dans la Liste des besoins ; ou
- (b) Limiteraient de quelque façon substantielle, en contrevenant aux documents d'appel à la concurrence, les droits de l'UNOPS ou les obligations du soumissionnaire prévus dans le contrat ; ou
- (c) En cas de rectification, affecteraient injustement la position concurrentielle d'autres soumissionnaires ayant présenté des propositions conformes pour l'essentiel.

Si une proposition n'est pas conforme pour l'essentiel aux documents d'appel à la concurrence, elle sera rejetée par l'UNOPS et le soumissionnaire ne pourra pas la rendre conforme en corrigeant les écarts, réserves ou omissions importants constatés.

28. ERREURS FORMELLES, IRRÉGULARITÉS OU OMISSIONS MINEURES

À condition que la proposition soit conforme pour l'essentiel, l'UNOPS pourra passer outre toute erreur formelle, irrégularité ou omission dans la proposition qui ne représente pas un écart important. Les erreurs formelles, irrégularités ou omissions mineures sont celles qui ne concernent que la forme, non le contenu, et qui sont susceptibles d'être corrigées ou ignorées sans que cela porte préjudice aux autres soumissionnaires.

À condition que la proposition soit conforme pour l'essentiel, l'UNOPS pourra demander au soumissionnaire, en donnant un délai raisonnable, de présenter les informations ou documents nécessaires pour corriger toute erreur formelle, irrégularité ou omission dans la proposition.

À condition que la proposition soit conforme pour l'essentiel, l'UNOPS pourra corriger les erreurs arithmétiques selon les modalités suivantes :

- (a) En cas de divergence entre le prix unitaire et le total des postes obtenu en multipliant le prix unitaire par la quantité, le prix unitaire doit prévaloir et le total des postes doit être corrigé, à moins que l'UNOPS estime qu'il y a eu une erreur évidente de placement de la virgule dans le prix unitaire, auquel cas le total des postes mentionné doit l'emporter et le prix unitaire doit être corrigé ;
- (b) En cas d'erreur dans le total correspondant à l'addition ou à la soustraction de sous-totaux, les sous-totaux doivent prévaloir et le total doit être corrigé ; et

- (c) En cas de divergence entre le montant exprimé en chiffres et celui exprimé en lettres, ce dernier doit prévaloir, à moins que ce montant ait été obtenu suite à une erreur de calcul, auquel cas le montant en chiffres doit prévaloir, sous réserve des paragraphes (a) et (b) ci-dessus.

Si le soumissionnaire recommandé pour adjudication conformément aux critères d'adjudication n'accepte pas la correction d'erreurs, l'UNOPS rejettera sa proposition et saisira sa garantie de soumission de proposition.

29. EXAMEN PRÉLIMINAIRE

Après l'ouverture des propositions, l'UNOPS procédera à un examen préliminaire des propositions afin de confirmer que tous les documents et toute la documentation technique requis dans les Instructions aux soumissionnaires, article 10 (Contenu des soumissions), ont été fournis, et afin de déterminer que chaque document présenté est complet. L'UNOPS pourra rejeter, au cours de l'examen préliminaire, toute proposition ne respectant pas les exigences formelles et d'admissibilité fixées dans la section Critères d'évaluation, sans qu'il soit nécessaire de consulter le soumissionnaire concerné.

Les propositions incomplètes, frivoles, ou contenant des écarts ou des réserves importants par rapport aux conditions du contrat pourront, à la seule et entière discrétion de l'UNOPS, être rejetées ou exclues de tout examen supplémentaire à tout moment de l'évaluation, y compris après l'examen préliminaire.

30. ÉVALUATION DES PROPOSITIONS

Afin d'évaluer les propositions, l'UNOPS utilisera uniquement les méthodes et critères définis dans la demande de propositions. Aucun autre critère ou méthode ne seront autorisés.

Toutes les propositions jugées conformes pour l'essentiel aux critères formels et d'admissibilité en vertu de l'article 29 (Examen préliminaire) feront l'objet d'évaluations supplémentaires, de la manière suivante :

1. Critères de qualification (si compris dans la section Critères d'évaluation). Seuls les soumissionnaires satisfaisant les critères minimaux de qualification seront considérés comme qualifiés et feront l'objet d'évaluations supplémentaires.
2. Les propositions seront ensuite évaluées au travers d'une procédure en deux étapes : l'évaluation des propositions techniques précèdera l'ouverture et la comparaison des propositions financières. La section Critères d'évaluation indique le score maximal pouvant être accordé à un soumissionnaire pour ses propositions techniques et financières. Les pondérations seront de 80 % – 20 %, 70 % – 30 %, 60 % – 40 % ou 50 % – 50 % (proposition technique – proposition financière).
 - a. La proposition technique sera évaluée sur la base de sa conformité par rapport à la Section II : Liste des besoins, conformément aux points attribués pour les critères techniques stipulés dans la section Critères d'évaluation. Chaque proposition recevra un score pour la proposition technique. A ce stade, une proposition sera jugée non conforme pour l'essentiel si sa proposition technique n'atteint pas le score minimum fixé dans la section Détails de la sollicitation et sera donc exclue de tout examen supplémentaire.
 - b. L'UNOPS ouvrira uniquement les propositions financières correspondant aux propositions techniques ayant atteint le seuil minimum fixé pour être jugées techniquement conformes. Si une proposition obtient un score supérieur au seuil, il faudra vérifier qu'elle ne contient pas d'erreurs arithmétiques de calcul ou d'addition, selon ce qui est indiqué dans l'Article 28. Le score maximal sera accordé à la proposition financière la moins disante. Les propositions financières des autres soumissionnaires recevront un score inversement proportionnel, conformément à la formule suivante :

Points accordés pour la proposition financière en cours d'évaluation =

$$\frac{[\text{Score maximal pour la proposition financière}] \times [\text{Prix le plus bas}]}{[\text{Prix de la proposition en cours d'évaluation}]}$$

Exemple : Le score maximal pour la proposition financière est de 30 points. La proposition la moins disante est celle du soumissionnaire A, proposant 10,00 USD. Le soumissionnaire A obtient 30 points.
Le soumissionnaire B propose 20,00 USD. Le soumissionnaire B obtient $(10,00/20,00) \times 30 = 15$ points.

Une fois l'évaluation complétée mais avant l'adjudication, l'UNOPS effectuera une vérification d'antécédents afin de s'assurer que le fournisseur recommandé satisfait les exigences stipulées dans cet appel d'offres ou selon la nature du processus d'approvisionnement et de rejeter tout soumissionnaire dont l'offre serait jugée non conforme sur la base de ces résultats. Les soumissionnaires devront permettre aux représentants de l'UNOPS d'accéder à leurs installations, à un moment raisonnable, afin qu'ils puissent inspecter les locaux.

31. CRITÈRES D'ADJUDICATION

En cas d'adjudication d'un contrat, l'UNOPS devra adjuger le contrat à un soumissionnaire estimé admissible et qualifié et dont la proposition ait obtenu le score global le plus élevé lors de l'analyse cumulative effectuée lors de l'évaluation des propositions techniques et financières, conformément à l'article 30. L'UNOPS se réserve le droit de négocier avec le soumissionnaire recommandé pour l'adjudication quant au contenu de sa proposition.

32. DROIT DE L'UNOPS DE FAIRE VARIER LES QUANTITÉS LORS DE L'ADJUDICATION

Au moment de l'adjudication du contrat, l'UNOPS se réserve le droit d'augmenter ou de réduire la quantité de biens et/ou services initialement indiquée à la Section II : Liste des besoins, à condition que les pourcentages indiqués à la Section II ne soient pas dépassés, et sans changement du prix unitaire ni des autres termes et conditions de la proposition et de la demande de propositions.

33. NOTIFICATION DE L'ADJUDICATION

Avant la fin de la période de validité de la proposition, l'UNOPS devra communiquer au soumissionnaire retenu par écrit, par e-mail ou par courrier, que sa proposition a été acceptée. Veuillez noter que, si le soumissionnaire n'est pas encore inscrit en tant que fournisseur, il devra compléter le processus d'inscription sur l'UNGM avant la signature et finalisation du contrat.

34. SIGNATURE DU CONTRAT

Au moment où l'UNOPS informera le soumissionnaire retenu que sa proposition a été acceptée et à condition que ce soumissionnaire soit inscrit sur l'UNGM, l'UNOPS l'invitera à signer la version définitive du contrat fournie dans les documents d'appel à la concurrence, qui englobe tout ce qui a été accordé entre les parties.

35. GARANTIE DE BONNE EXÉCUTION

Le soumissionnaire retenu, si tel est le cas dans la section **Détails de la sollicitation** doivent fournir une garantie de bonne exécution dans le montant et la forme qui y sont spécifiés, dans le délai spécifié après la réception du contrat de l'UNOPS. L'UNOPS remboursera sans délai les garanties de soumission de proposition aux soumissionnaires non retenus, conformément à l'article 19 des Instructions aux soumissionnaires.

Si le soumissionnaire retenu ne fournit pas la garantie de bonne exécution mentionnée ci-dessus ou ne signe pas le contrat, ceci constituera un motif suffisant pour annuler l'adjudication et confisquer la garantie de soumission de proposition. Dans ce cas, l'UNOPS pourra adjuger le contrat au soumissionnaire dont la proposition ait été jugée la deuxième moins disante, conforme pour l'essentiel, et qui soit considéré par l'UNOPS comme qualifié pour exécuter le contrat de manière satisfaisante.

36. CONDITIONS DE PAIEMENT

Le paiement sera habituellement effectué dans les 30 jours suivant la réception des biens/services et des documents de paiement, sauf instructions contraires dans la section **Détails de la sollicitation**. Si le soumissionnaire propose des remises pour un paiement anticipé, les délais correspondants seront calculés à partir de la date à laquelle l'UNOPS ait reçu les documents de paiement. Les remises ne devront pas être prises en compte lors de l'évaluation financière.

Sauf instructions contraires dans la section **Détails de la sollicitation**, l'UNOPS n'acceptera aucune demande présentée par les soumissionnaires pour obtenir un paiement anticipé en vertu du contrat signé, c'est-à-dire, un paiement réclamé avant la livraison des biens et/ou services requis.

Si les paiements anticipés sont autorisés en vertu de la section **Détails de la sollicitation**, toute demande de paiement anticipé de la part d'un soumissionnaire devra être justifiée par écrit dans sa proposition. Cette justification devra expliquer la nécessité du paiement anticipé, détailler le montant requis et inclure un calendrier de l'utilisation de la somme réclamée à titre de paiement anticipé. Si cette requête est dûment acceptée par l'UNOPS, ce dernier pourra exiger du soumissionnaire qu'il fournisse une garantie bancaire d'un montant égal à celui du paiement anticipé, en suivant le formulaire inclus dans la Section IV : Annexes au contrat, ou tout autre format approuvé par l'UNOPS.

37. GESTION DE CONTRATS

L'UNOPS surveillera continuellement la performance du fournisseur durant la durée totale du contrat et évaluera sa performance par rapport aux indicateurs clés de performance (KPI) et au niveau de service convenu (SLA), si cela est prévu dans la Section II : Liste des besoins.

À l'exception des cas de force majeure décrits dans les Conditions générales du contrat de l'UNOPS, si un fournisseur ne fournit pas un bien ou tous les biens dans les délais de livraison prévus ou n'exécute pas les services associés à la livraison de ces biens dans le délai précisé dans le contrat, l'UNOPS pourra, sans renoncer aux autres recours contractuels disponibles, et si cela est prévu en vertu de la section **Détails de la sollicitation**, déduire du prix du contrat, à titre de dommages et intérêts, un montant compensatoire équivalent à un certain pourcentage de la valeur totale du contrat originale, pour chaque jour de retard, jusqu'à ce que la livraison ou l'exécution aient effectivement lieu. La déduction ne pourra pas dépasser 10 % de la valeur du contrat. Une fois atteinte cette déduction maximale, l'UNOPS pourra résilier le contrat en vertu des Conditions Générales du Contrat.

38. PUBLICATION DES CONTRATS ADJUGÉS

L'UNOPS publiera sur son site web (<https://data.unops.org>) les informations concernant le ou les bons de commande attribués à l'issue de cette demande de propositions. Une fois le bon de commande publié, les soumissionnaires non retenus pourront demander à l'UNOPS par écrit une séance de compte-rendu afin d'obtenir des explications sur les motifs pour lesquels leurs propositions n'ont pas été retenues. L'UNOPS devra répondre sans délai par écrit à tout soumissionnaire non retenu demandant une séance de compte-rendu après la publication des contrats adjugés.

39. AUTRES DROITS DE L'UNOPS

Sous réserve de l'article 30, l'UNOPS n'aura pas l'obligation d'accepter une quelconque proposition, y compris la proposition assortie du prix le plus bas.

L'UNOPS pourra, à sa seule et entière discrétion, entreprendre la totalité ou une partie des démarches suivantes :

- (i) Demander aux soumissionnaires des renseignements supplémentaires ;
- (ii) Modifier la structure et le calendrier de la demande de propositions ;
- (iii) Modifier, résilier, suspendre ou reporter à plus tard le processus de sollicitation, ou toute partie ou activité s'y rapportant ;
- (iv) Examiner, accepter ou rejeter toute proposition non conforme ;
- (v) Exiger, assister à ou organiser une inspection du site ou réunion de clarification ;
- (vi) Demander, assister à ou observer la présentation d'un produit, une installation, ou un équipement, ou toute autre démonstration, essai ou test, à condition que la requête de l'UNOPS en ce sens revête un caractère raisonnable ;
- (vii) Abandonner, annuler ou interrompre de toute autre manière le processus de sollicitation à tout moment avant l'adjudication d'un contrat, sans engager sa responsabilité envers les soumissionnaires et sans avoir à leur fournir une quelconque raison ou notification.

40. CONFIDENTIALITÉ

L'ensemble des informations et documents fournis aux soumissionnaires par l'UNOPS devront être considérés comme étant confidentiels et :

- (i) demeureront la propriété de l'UNOPS ;
- (ii) ne pourront être utilisés à d'autres fins que la préparation d'une proposition ;
- (iii) devront être immédiatement restitués à l'UNOPS si un soumissionnaire décide de ne pas répondre à la présente demande de propositions ou si sa proposition est rejetée

ou n'est pas retenue, sous quinze jours à compter du moment où l'UNOPS les informe de ce fait.

Aucune des informations et aucun des documents fournis aux soumissionnaires par l'UNOPS ne pourront être divulgués à des tiers, sauf :

- (i) avec le consentement préalable et écrit de l'UNOPS ;
- (ii) lorsque le tiers concerné doit aider un soumissionnaire à préparer sa proposition, à condition que le soumissionnaire se soit préalablement assuré que ledit tiers respectera également la présente obligation de confidentialité ;
- (iii) si, au moment de cette demande de propositions, les informations ou documents sont légalement en la possession du soumissionnaire par l'intermédiaire d'une autre partie que l'UNOPS ;
- (iv) si la loi l'exige, et à condition que le soumissionnaire ait préalablement informé l'UNOPS par écrit de son obligation de divulguer les informations ou documents concernés ; ou
- (v) si les informations concernées sont accessibles au grand public, et que cette accessibilité ne résulte pas d'une violation de leur confidentialité par la personne ayant reçu ces informations.

41. ÉTHIQUE ET PRATIQUES PROSCRITES

L'UNOPS attend de tous les soumissionnaires qu'ils respectent les normes les plus élevées en matière d'éthique dans l'ensemble du processus de sollicitation, ainsi que pendant la durée de tout contrat découlant de ce processus. Par conséquent, tous les soumissionnaires doivent déclarer et garantir qu'ils :

- (i) n'ont pas indûment obtenu, ou tenté d'obtenir indûment, des informations confidentielles relatives au processus de sollicitation et à tout contrat qui pourrait être signé à son issue ;
- (ii) n'ont pas de conflit d'intérêts qui les empêcherait de signer un contrat avec l'UNOPS, et qu'ils n'ont aucun intérêt direct envers d'autres soumissionnaires ou parties impliquées dans ce processus de sollicitation ou dans le projet sous-tendant ce processus ;
- (iii) qu'ils n'ont pas eu recours, ou tenté d'avoir recours, à des pratiques proscrites dans le cadre de la présente demande de propositions ou du contrat qui pourrait être adjugé à son issue. Aux fins de la présente disposition, l'expression « pratique proscrite » est définie dans [la politique de l'UNOPS en matière de sanctions appliquées aux fournisseurs](#) et désigne, entre autres, les pratiques suivantes :
 - Corruption : le fait d'offrir, de donner, de recevoir ou de solliciter, directement ou indirectement, une chose de valeur dans le but d'influencer indûment les actions d'une autre partie ;
 - Fraude : tout acte ou omission, y compris les fausses déclarations, visant intentionnellement ou par négligence à induire une partie en erreur dans le but d'obtenir un avantage financier ou autre, ou d'échapper à une obligation ;
 - Coercition : tout acte ou omission qui nuit ou porte préjudice, ou menace de nuire ou de porter préjudice, directement ou indirectement, à toute partie ou tout bien appartenant à une partie, dans le but d'influencer indûment ses actions ;
 - Collusion : tout accord entre deux parties ou plus visant à atteindre un objectif indu, y compris à influencer indûment les actions d'une autre partie ;
 - Pratiques contraires à l'éthique : tout comportement ou conduite qui va à l'encontre des dispositions de l'UNOPS concernant les conflits d'intérêts, cadeaux, invitations et anciens employés, ou de toute autre condition écrite nécessaire pour travailler avec l'organisation ;
 - Obstruction : tout acte ou omission de la part d'un fournisseur qui empêche l'UNOPS d'enquêter sur des cas possibles de pratiques proscrites.

Si un soumissionnaire ne respecte pas l'une des déclarations et garanties ci-dessus, l'UNOPS aura le droit de rejeter sa proposition et de résilier tout contrat qui aurait pu être adjugé à l'issue du présent processus de sollicitation, immédiatement après avoir informé le soumissionnaire de cette décision et sans que cela engage la responsabilité de l'UNOPS au titre des frais de résiliation ou à tout autre

titre. En outre, il pourra être interdit au soumissionnaire d'entretenir à l'avenir des relations d'affaires avec l'UNOPS et toute autre entité du système des Nations Unies.

42. AUDIT

L'UNOPS pourra mener une enquête sur tout aspect lié à l'adjudication du contrat à tout moment pendant la durée du contrat et pour une période de trois (3) ans après son expiration ou sa résiliation. Le soumissionnaire sera tenu de coopérer pleinement et en temps voulu dans le cadre de toute inspection, tout audit après-paiement ou toute enquête qui puissent être menés. Dans le cadre de cette coopération, le fournisseur devra, entre autres obligations, mettre à disposition son personnel et tout document pertinent dans un délai et des conditions raisonnables, et, dans ce but, permettre à l'UNOPS d'accéder à ses installations, dans un délai et des conditions raisonnables. Le fournisseur devra exiger de ses agents, y compris ses avocats, comptables et autres conseillers, qu'ils coopèrent de manière raisonnable aux inspections, audits après-paiement ou enquêtes menés par l'UNOPS en vertu de la présente disposition.

43. CONTESTATION

Les fournisseurs estimant avoir fait l'objet d'un traitement injuste dans le cadre de ce processus de demande de propositions ou de tout contrat pouvant être adjugé à son issue pourront déposer une plainte auprès du conseiller juridique de l'UNOPS. Pour obtenir de plus amples informations concernant les procédures de contestation, veuillez consulter le site web de l'UNOPS : www.unops.org.